

Convention collective

IDCC : **9641** | **EXPLOITATIONS AGRICOLES ET HORTICOLES**
(Pyrénées-Atlantiques)
(18 novembre 1985)

(Étendue par arrêté du 27 mai 1986,
Journal officiel du 15 juin 1986)

Avenant n° 6 du 17 février 2019

NOR : AGRS2097184M

IDCC : 9641

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricole des Pyrénées-Atlantiques ;

Fédération des CUMA Béarn – Landes – Pays Basque 640 ;

Syndicat des entrepreneurs des territoires des Pyrénées-Atlantiques ;

Syndicat horticole des Pyrénées-Atlantiques,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat national des cadres d'exploitation agricole CFE-CGC ;

Syndicat général agroalimentaire CFDT des Pyrénées-Atlantiques ;

Syndicat CFTC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Pour se mettre en conformité avec l'avenant n° 6 du 17 avril 2018 à l'accord national du 10 juin 2008 concernant la protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, et avec les dispositions légales concernant les régimes collectifs de prévoyance (mise en œuvre du principe de solidarité), les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'accord collectif de prévoyance du 12 novembre 2009 sur le régime de prévoyance des salariés non-cadres des exploitations agricoles et horticoles des Pyrénées-Atlantiques.

Par ailleurs, en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, il est précisé que le présent avenant ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes

les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

Article 1^{er} | Principe de solidarité

À l'article 3 « Garanties » de l'accord de prévoyance du 12 novembre 2009, il est ajouté un article 3.4 intitulé « Principe de solidarité » et rédigé comme suit :

« Les exploitations agricoles et horticoles des Pyrénées-Atlantiques devront, quel que soit l'organisme assureur auprès duquel elles ont souscrit un contrat collectif d'assurance, s'assurer que la couverture mise en place met en œuvre des mesures collectives ou individuelles de prévention et d'action sociale, selon les mêmes modalités que celles de l'accord national du 10 juin 2008.

Le présent accord départemental s'inscrit dans le cadre de la participation à la mutualisation du fonds de solidarité institué au niveau national, tel que prévu à l'article 6.3.4 de l'accord national du 10 juin 2008. »

Article 2 | Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de l'exercice 2020.

Article 3 | Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé, en cinq exemplaires, à la DIRECCTE, unité territoriale de Pau, cité administrative, boulevard Tourasse, 64000 Pau Cedex.

Fait à Pau, le 17 février 2019.

(Suivent les signatures.)